

# Lutte de classe

## A droite toute !

Ce constat fait écho à la question : mais où est passée la gauche ?

Une question incongrue qui s'adresse en premier lieu au PS, un parti bourgeois. Elle est posée par ceux qui ignorent la nature sociale de ce parti et qui ne se placent pas sur le terrain de la lutte des classes, et non par les militants ouvriers qui sont engagés ou désireux de s'engager dans une voie révolutionnaire.

Question posée par des intellectuels, des artistes, des bourgeois ou des petits bourgeois embarrassés ou surpris par la violence des attaques quotidiennes de Sarkozy contre le prolétariat et qui trouvent écho chez certains dirigeants du mouvement ouvrier.

Qu'entendent-ils ceux qui prêtent une oreille intéressée à cette question : il n'y aurait plus d'opposition ?

Besancenot le déplore comme s'il n'y avait point de salut pour le prolétariat en dehors du PS. Laguiller moins hypocrite mais toujours aussi demeurée s'accroche à la planche pourrie du réformisme bourgeois en passant une alliance électorale avec le PS (et le PCF) allié au MRC, au PRG et aux Verts, à l'occasion des municipales de 2008.

Quand je dis moins hypocrite, ce n'est qu'une facette de LO, car de l'autre côté, Laguiller ose se réclamer frauduleusement du trotskisme, non pas que l'on voudrait l'en interdire, mais il y a une limite à la farce qui tourne au guignol pour qu'on ne dénonce pas cette prétention absurde et sans fondement. Besancenot lui au moins dit les choses clairement : il veut tourner le dos au trotskisme, ce qui ne lui réclamera aucun effort puisqu'il avait déjà déclaré qu'il ne l'avait jamais été.

Krivine lors du récent débat sur « *l'avenir de la gauche* » a expliqué : « *Puisque j'ai accepté ce débat avec des dirigeants socialistes, je précise tout de suite que, pour moi, l'adversaire n'est pas le PS mais Sarkozy, la droite et le Medef. Si aujourd'hui on a des désaccords, c'est sur la façon de combattre Sarkozy, la droite et le Medef.* ». Voilà un bon prétexte pour ne pas combattre le PS alors qu'il participe au gouvernement et qu'il s'est placé résolument aux côtés de Sarkozy pour qu'il puisse appliquer son programme antisocial, dès lors il est permis d'affirmer que la LCR est aussi indépendante du PS (et de l'UMP par voie de conséquence) que peut l'être LO !

Quant à Gluckstein et Schivardi, ils n'ont de cesse de faire pression sur le PS pour qu'il n'abandonne pas toute référence au socialisme, comme si ce parti avait encore quelque chose à voir avec le socialisme, idem avec le PCF. Cette illusion qui dure depuis près d'un siècle doit perdurer... pour assurer la survie du capitalisme, on a compris.

Comme on le voit ici, tous ces partis qui prétendent défendre une politique indépendante de la bourgeoisie, se présentent en fait comme le flanc gauche du PS qui participe au gouvernement UMP-UDF.

A la question que nous posons au début *mais où est passée la gauche*, en découle logiquement une autre que plus personne n'ose aborder sérieusement : mais comment en sommes-nous arrivés là ? Question éminemment embarrassante puisque pour tenter d'y répondre, il faudrait se pencher sur le passé de tous les partis et dirigeants se réclamant du mouvement ouvrier.

Les différentes tactiques qu'ils ont mises en oeuvre depuis l'après-guerre se ramènent finalement à une seule : au front unique des partis ouvriers pour affronter la bourgeoisie.

Sur le plan politique, au fil des ans, au nom du front unique, à chaque étape de la lutte des classes, ils ont subordonné le mouvement ouvrier et le prolétariat aux appareils traîtres du PS et du PCF, tout en bradant méthodiquement le programme de la révolution socialiste internationale qu'ils ont fini par abandonner totalement.

Sur le plan syndical, ils n'ont jamais combattu pour l'objectif contenu dans la Charte d'Amiens, à savoir l'abolition du salariat, au contraire, ils se sont adaptés puis fondus totalement dans les structures du syndicalisme réformiste au point de ne plus être capable de défendre les syndicats sans défendre par la même occasion leurs dirigeants pourris. De ce constat découle logiquement leur conception de l'indépendance des syndicats qui se confond avec la volonté de laisser les mains libres aux dirigeants syndicaux. C'est tellement vrai que lors de la dernière grève des cheminots, aucun de ces partis n'avancera la nécessité de constituer des comités de grève élus et leur fédération au niveau national pour empêcher les dirigeants syndicaux de briser leur grève.

Le point commun de leurs tactiques sur le plan syndical et politique les a conduit à s'adapter progressivement à l'ordre bourgeois.

A la nécessité de subordonner les revendications économiques et sociales au combat politique pour en finir avec le régime qui aurait pu permettre de regrouper pas à pas l'avant-garde du prolétariat en développant son niveau de conscience politique, et de construire un parti révolutionnaire, ils ont fait exactement l'inverse, ils ont subordonné concrètement le combat politique au programme économique et social du PS et du PCF qui se situait dans le cadre de la préservation des institutions de la Ve République, soit sous la forme du mot d'ordre de gouvernement PS-PCF, soit maintenant sous la forme du mot d'ordre de gouvernement des partis ouvriers ou d'une Assemblée constituante qui serait convoquée dans le cadre des institutions de la Ve République puisqu'elle ne serait pas le produit de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, ce qui dans tous les cas de figure laisserait les mains libres à la réaction de s'organiser, autant dire qu'aucun changement politique ne sera possible dans de telles conditions.

Le plus extraordinaire, c'est la naïveté, l'ignorance ou la méprise des militants (surtout des cadres) qui à aucun moment ne se sont posées certaines questions essentielles qui pourtant découlaient naturellement de la situation politique.

Si vous lisez attentivement les programmes, manifestes ou chartes de tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier, vous remarquerez que pas un n'a osé écrire qu'il combattait pour prendre le pouvoir. Devant un tel effacement, on peut arriver à se demander à quoi peuvent finalement servir ces partis. J'en suis arrivé à la conclusion que les militants et cadres de ces partis n'ont jamais pensé que leur parti pourrait vaincre un jour et que chaque militant serait amené à jouer un rôle dirigeant au cours de la révolution comme l'expliquait Lénine.

Pourquoi ? C'est très simple, parce que leur combat quotidien était totalement détaché de l'objectif politique pour lequel ils étaient sensés combattre, par conséquent, au fil du temps, au lieu de s'en rapprocher, ils s'en éloignèrent un peu plus chaque jour au point de l'avoir finalement abandonné sans même s'en être aperçu. C'est tellement vrai que plus aucun militant ne s'étonne que l'on n'évoque même plus la révolution dans un programme ou une discussion politique.

En 1939, à la veille de la seconde guerre mondiale, Trotsky expliquait en substance à ceux qui lui reprochaient son optimisme inébranlable, qu'il n'était pas possible de définir une stratégie, une tactique, des tâches et d'armer les militants en s'avouant vaincu d'avance, et que le meilleur moyen d'avancer vers notre objectif nécessitait quelles que soient les conditions ou difficultés du moment, de ne jamais le perdre de vue et d'être convaincu de la justesse de notre combat. C'est la conviction qu'avait acquise Lénine dès le tournant du XXe siècle et qui ne l'a plus jamais quitté.

Maintenant, compte tenu que le prolétariat n'a pas été capable de régler la question déterminante de sa direction depuis 1945, l'évolution de la situation en France et en Europe n'a rien de surprenante. On aurait dû la prévoir depuis longtemps, mieux, c'était très facile d'en deviner le cours, il suffisait de regarder ce qui se passait aux Etats-Unis.

Pourquoi aux Etats-Unis ? Parce que c'est le capitalisme le plus puissant qui concentre aussi toutes les contradictions du capitalisme mondial. Si l'on a observé de quelle manière le capitalisme et la société américaine ont évolué au cours du XXe siècle, on s'est rendu compte que les mêmes transformations se sont produites en France et ailleurs dans le monde quelques décennies plus tard à des degrés variables et des rythmes différents...

Je ne sais plus à quel âge, en tout cas j'étais trop jeune pour être engagé politiquement, je me souviens lorsqu'ils ont commencé à construire les premières tours à La Défense vers le milieu ou la fin des années 60, je me suis fait alors la réflexion suivante : ils copient les Américains, un jour la France ressemblera aux Etats-Unis. Aujourd'hui nous y sommes !

Passons sur les clichés sur le Coca Cola, les Hamburgers, les cigarettes blondes, le jazz ou le rock 'n roll...

Aux Etats-Unis, cela fait belle lurette que plus personne ou presque ne se demande plus où est passée la gauche, où est passée l'opposition, puisque les deux partis qui gouvernent successivement le pays depuis 1945 appartiennent au même camp, celui de la bourgeoisie.

En France, on nous a fait croire qu'il suffisait qu'un parti se dise de gauche, qu'il l'écrive dans son programme ou qu'il le proclame lors de chaque élection pour que cela s'avère exact. On nous a dit aussi qu'il suffisait que des ouvriers adhèrent à ces partis ou qu'ils récoltent un nombre de voix importantes aux élections pour qu'ils bénéficient du label de parti ouvrier. L'ensemble de ces éléments ou chacun pris séparément devait suffire à justifier la tactique du front unique. Le parti démocrate aux Etats-Unis compte dans ces rangs des ouvriers, certes moins que par le passé, mais il capte toujours la majorité du vote ouvrier, en suivant la logique de nos mystificateurs professionnels, on devrait le classer parmi les partis ouvriers. Le FN de Le Pen recueille des millions de voix d'ouvriers, on devrait aussi le considérer comme un parti ouvrier. L'UMP qui a attiré en mai dernier une partie des voix de nos ouvriers retraités, devrait aussi

figurer en bonne place parmi les partis ouvriers, d'autant plus que Sarkozy reprend dans ses discours des mots d'ordre de dirigeants de soi-disant partis ouvriers, Blum, Thorez, Mitterrand, etc.

Trotsky n'a pas cessé de nous mettre en garde contre les principaux dangers qui nous menaçaient ou les principales faiblesses qu'il nous fallait corriger, mais nous n'avons pas voulu en tenir compte : il faut faire la part des choses, il faut faire preuve de mesure, mais il faut demeurer intransigeant sur les principes, le programme, le parti. Or nous avons fait tout le contraire, à croire que nous voulions à tout prix aboutir à la situation dans laquelle nous sommes. Est-ce que vous comprenez mieux maintenant pourquoi nous ne pouvons rien laisser passer aux dirigeants ? Je les accuse en bloc et sans exception d'être responsables de la situation dramatique dans laquelle se trouvent aujourd'hui le prolétariat et son avant-garde.

On a l'habitude de dire que les idées dominantes sont les idées de la classe dominante, il faut ajouter que le cours du capitalisme dans chaque pays est influencé et déterminé par le capitalisme le plus puissant. Donc, les transformations qui s'opèrent dans la société sont importées ou copiées petit à petit sur le modèle américain, dans tous les domaines, y compris politique. Il n'est pas exagéré de dire que la culture, le mode de penser et la conception du monde qui prédominent aux Etats-Unis, finissent par s'imposer sur tous les continents.

Sur le plan politique, la forme de dictature du capital américain ne peut pas s'appliquer telle quelle aux conditions particulières de chaque pays comptant seulement quelques millions ou dizaines de millions d'habitants attachés à leurs traditions ou particularités sociales et politiques. Pour les détruire, la forme de domination politique du capital définie par l'impérialisme américain doit s'imposer à l'échelle mondiale, pour y parvenir, ils ont créé l'Union européenne, l'Asean, le Mercosur, l'Alean, et évidemment l'ONU ; et leurs pendants sur le plan économique : le Gatt, l'OMC, l'OCDE, Davos, le G8, le FMI, la Banque Mondiale, la BCE, etc., servant de références et de moyens de pression sur tous les gouvernements. On pourrait rajouter le Forum social qui intègre les intérêts de l'impérialisme en acceptant le principe de « *bonne gouvernance* » à l'échelle mondiale prôné et mis en œuvre par Bush et l'administration américaine, relais politique des multinationales qui financent le Forum social (Coca Cola, Ford, etc.).

L'espace Schengen qui réunit 24 pays et 400 millions d'habitants derrière une seule frontière depuis le 21 décembre 2007, est une étape de la construction européenne aussi ou plus importante encore que l'adoption d'un nouveau traité européen, sans que ce processus n'ait fait l'objet de la moindre information ou critique dans la presse du PT, de la LCR ou de LO. Qui ne comprend pas que cet espace européen est à tout points de vue comparable à l'espace américain et qu'il préfigure ce que sera demain les Etats-Unis d'Europe construits sur le modèle politique de l'impérialisme américain ? Dès lors nous sommes en droit de nous poser une question : n'est-il pas déjà trop tard pour empêcher le capitalisme mondial de réaliser son but final : instaurer une dictature mondiale et précipiter l'humanité tout entière dans le chaos et la barbarie ?

La domination de l'impérialisme américain sur le monde au tournant de la première guerre mondiale n'a pas été renforcée par la restauration du capitalisme en Russie et dans les pays d'Europe de l'Est dans les années 90, mais fragilisée, ses contradictions n'ont cessé de s'accroître, ce qui l'a conduit à pérenniser et renforcer les 1 000 bases militaires qu'il a installées dans le monde au cours des 60 dernières années, à ce niveau là, on ne peut plus parler d'une économie d'armement mais de guerre, de guerre sans fin contre tous les peuples. Les négociations du Gatt, puis à l'OMC, ont débouché sur la levée des barrières douanières des différents Etats pour faciliter la libre circulation des marchandises, mais surtout, elles ont permis de lever les obstacles aux transferts de capitaux et aux investissements américains aux quatre coins du monde. L'impérialisme poursuit ainsi un double objectif : sur le plan économique et politique, unifier le marché mondial sous le commandement d'un gouvernement mondial qui sera entièrement subordonné à la défense des intérêts de l'impérialisme pour en assurer la survie.

L'histoire politique des Etats-Unis s'est déroulée sous la direction du parti démocrate et du parti républicain. La même histoire doit se décliner en France et dans l'Union européenne sur le même schéma : deux principaux partis doivent occuper la scène politique et se succéder éventuellement au pouvoir sans que cela ne change le cours de l'impérialisme ou ne dresse des obstacles à la mise en œuvre de l'exploitation effrénée du prolétariat. L'Union européenne a vocation à devenir sur le modèle du gouvernement fédéral américain, le gouvernement fédéral de l'Europe qui s'imposera à tous les pays de l'UE.

Il est évident que lorsque l'ensemble des Etats auront cédé l'essentiel de leur pouvoir à l'UE, il sera plus difficile de les combattre, sans toutefois que cela soit impossible, car tant que chaque Etat disposera de sa propre constitution, il sera possible de mettre en avant la nécessité de les abattre. De cette situation découlera un impératif incontournable à tous les militants : la nécessité de lier notre combat au mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, en d'autres termes, il sera impossible de combattre concrètement l'impérialisme sans recourir à la théorie de la révolution permanente qui trouvera ainsi un terrain d'application immédiat et confirmera du même coup la théorie de la révolution prolétarienne définie par le marxisme. Vous voyez camarades, il ne faut pas désespérer, le marxisme a de beaux jours devant lui !

Cela étant dit, on est forcément convaincu de la nécessité de rompre avec l'UE, de rompre avec sa politique destructrice et de spoliation de nos droits les plus élémentaires. Sans faire appel à la défense de la démocratie, de la nation ou de la République comme le font Gluckstein et Schivardi, on peut très bien combattre l'Union européenne en remettant en cause la légitimité des institutions, la légitimité de l'exploitation, la légitimité de l'oppression et de la répression, la légitimité des injustices et des inégalités que rien ne peut justifier. De quel droit peuvent-ils nous imposer de telles conditions de vie et de travail ? En mettant en avant la nécessité de combattre dès aujourd'hui contre la constitution de la Ve République, j'ai l'impression d'avoir quelques années d'avance sur les dirigeants qui refusent systématiquement d'engager ce combat. Demain, il s'imposera à tous les militants, c'est une certitude.

S'il n'y a plus de gauche en France, c'est parce qu'elle est à droite et non qu'elle aurait disparu. Tous les partis se disposent à des degrés différents principalement par rapport à l'UMP, au PS et au PCF. En France comme aux Etats-Unis, deux seuls partis ont accédé au pouvoir entre 1981 et 2007, l'UDF et le PCF jouant des rôles mineurs. Pour être plus précis, on devrait parler de la période couvrant la période de 1958 à 2007, car pendant les années 74 à 81 lorsque Giscard (UDF) était au pouvoir, non seulement il n'a pas remis en cause la Ve République, mais il a pu se maintenir au pouvoir qu'avec le soutien de l'UMP (à l'époque l'UDR puis le RPR).

Après coup, on peut replacer l'arrivée au pouvoir d'un représentant de l'UDF favorable à la construction européenne au détriment de l'UMP dans une perspective historique menant à la conquête du pouvoir de l'Union européenne sur les différents Etats en Europe. Giscard (l'un des coauteurs de la « constitution » européenne rejetée le 29 mai 2005) et l'UDF étaient les mieux placés à cette époque pour préparer le terrain devant conduire à l'adoption du traité de Maastricht sous l'égide de Mitterrand et du PS dix ans plus tard. Une fois ce coin enfoncé dans la vieille garde gaulliste opposée à la domination américaine et ainsi semées les graines de la discorde dans ses rangs, il ne leur restait plus qu'à trouver l'homme providentiel pour porter le coup de grâce à la conception de l'Etat bourgeois correspondant à la défense des intérêts spécifiques du capitalisme français, ils le trouveront dans la personne de Sarkozy. Vous voyez, il est possible d'analyser simplement la situation politique sans qu'à aucun moment il ne soit nécessaire d'évoquer la République une et indivisible comme le font Gluckstein et Schivardi, une forme d'Etat bourgeois dont n'importe qui peut se saisir pour des raisons diverses et le plus souvent inavouables.

La rupture prônée par Sarkozy s'inscrit dans cette perspective héritée du modèle américain et s'il a ouvert son gouvernement à des membres du PS, c'est pour bien montrer que dorénavant il ne devrait plus y avoir en France que deux partis, l'UMP et le PS, comme aux Etats-Unis, où il n'existe que le parti républicain et le parti démocrate. Il y a certes loin de la coupe aux lèvres, car la France n'est pas les Etats-Unis, et fort heureusement, l'Union européenne n'est pas encore arrivée au terme politique de sa construction bien qu'elle s'en rapproche dangereusement, et s'il n'est pas encore trop tard, il y a désormais urgence à abattre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République.

L'Union européenne nous attaque surtout sur le plan économique et social, nous avons donc une double raison de la condamner et de la combattre, mais pas en se tournant vers elle puisque nous n'avons rien à en attendre, ni en mettant en avant une hypothétique rupture avec l'UE dont on ne nous dit pas qui la réalisera ni comment, mais en combattant pied à pied le gouvernement d'union nationale UMP-UDF-PS.

Question : Qui sont responsables du chômage, de la précarité et de la pauvreté ? Sarkozy et son gouvernement UMP-UDF-PS, leurs députés, les patrons. Ce sont eux qu'il faut chasser pour rompre avec l'Union européenne.

Nous avons ainsi la réponse à la question posée par le PT : *qui rompra avec l'UE ?* Le prolétariat en prenant le pouvoir, il n'y a pas d'autre voie que celle de la révolution prolétarienne pour avancer vers le socialisme, synonyme de révolution permanente qui se décline à l'échelle européenne sous la forme des Etats-Unis socialistes d'Europe.

La vraie gauche aujourd'hui doit à la fois combattre l'Union européenne et le régime en place pour l'abattre. Pour cela elle doit afficher sa détermination à adopter ou à rester fidèle à la voie révolutionnaire et au marxisme, et elle doit combattre pour prendre le pouvoir. Ce n'est pas en nous plaçant sur le même terrain que notre ennemi que nous le vaincrons ni en employant le même langage, encore moins en nous alliant avec des partis ou des élus de partis qui participent au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ou le soutiennent, il faut choisir son camps.

Sarkozy veut rompre avec la forme d'Etat qui jusqu'à présent reconnaissait des droits collectifs à la population, la satisfaction de nos besoins mêmes les plus élémentaires comme la santé ou l'instruction devrait être dorénavant proportionnelle à notre revenu quand nous en avons un. Nous ne pouvons imaginer pire injustice.

De notre côté, si nous ne voulons pas subir ce triste sort, nous devons rompre avec le réformisme, rompre avec la bourgeoisie et ses partis, y compris ceux qui les soutiennent, rompre avec l'idéologie dominante, rompre avec les appareils traîtres des syndicats, rompre avec toutes les institutions internationales liées au

capital. C'est une question de vie ou de mort politique, la condition de zombi ou d'esclave ne vaut guère mieux qu'une mort tout court.

Si la mobilisation révolutionnaire du prolétariat demeure le facteur décisif, la place du parti révolutionnaire demeure irremplaçable pour lui tracer la voie le conduisant à son objectif.

L'année 2007 de l'ère vulgaire, comme disent les libres penseurs, se termine dans la douleur. Si nous avons un souhait à formuler à tous les camarades, c'est qu'ils trouvent enfin la voie de la révolution socialiste internationale et construisent ensemble le parti qui nous fait tant défaut.

Si certains considèrent que c'est être sectaire ou utopiste, comme disait Trotsky : alors vive le sectarisme et vive l'utopie !

Au XIXe siècle le marxisme et le communisme passaient pour des conceptions du monde utopiques. Lorsque les bolcheviks prirent le pouvoir, ils semèrent le doute dans la tête des détracteurs du marxisme sans jamais les faire taire totalement. Avec l'événement du stalinisme, puis du maoïsme et du castrisme, ils reprirent du poil de la bête, en faisant porter la responsabilité de la dictature bureaucratique sur le léninisme. Après la restauration du capitalisme en URSS et maintenant l'adoption du capitalisme par le régime chinois, ils sont embourbés jusqu'au cou à tenter de justifier la barbarie qui s'étend sur tous les continents au nom du profit. Leur conception du développement du capitalisme au XXIe siècle et le commerce équitable se présente comme une variante de leur principe d'équité : la distribution équitable de la barbarie d'un côté, l'enrichissement continu d'une infime minorité de profiteurs de l'autre !

Maintenant, sans être forcément un fin théoricien de la lutte des classes, un simple observateur honnête et sérieux déduira facilement du cours suivi par l'impérialisme à l'échelle mondiale pendant les dernières décennies, qu'il n'a fait qu'accroître les inégalités, les injustices et les privilèges d'une poignée d'individus qui sèment le désespoir et la terreur, la haine et la violence, la guerre et la désolation, et qui sont responsables de la faim et des souffrances sans nombre que vivent au quotidien tous les peuples.

Le marxisme avait été le seul à prévoir qu'une fois son développement achevé, le capitalisme plongerait l'humanité dans la barbarie, si le prolétariat n'était pas capable de prendre le pouvoir pour abolir la propriété privée des moyens de production... Cet argument à lui seul suffit à renouveler notre attachement au marxisme et justifie amplement la légitimité de notre combat pour en finir avec le capitalisme.

Vive le prolétariat international et vive le socialisme !